

PREFECTURE DE L'OISE

ARRETE PREFECTORAL METTANT EN DEMEURE LA
SOCIETE CARRIERES DEGAN DE METTRE EN CONFORMITE
LA CARRIERE DE PIERRE CALCAIRE QU'ELLE EXPLOITE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT MAXIMIN

APMD du 18 novembre 2005

LE PRÉFET DE L'OISE
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er "installations classées pour la protection de l'environnement" du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 1995 autorisant la Société Carrières DEGAN à exploiter une carrière de pierres et matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Saint Maximin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière de pierres et matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Saint Maximin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 renouvelant l'autorisation d'exploiter et autorisant l'extension de la carrière à ciel ouvert de pierres et de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Saint Maximin, lieudit « Le Murgé Vignette », parcelles cadastrées section AK, n° 1 et 10, au bénéfice de la Société Carrières DEGAN, dont le siège social est situé 102 avenue des Champs Elysées - 75008 - PARIS ;

Vu le procès-verbal dressé le 31 octobre 2005 par l'ingénieur subdivisionnaire de l'industrie et des mines à BEAUVAIS, inspecteur des installations classées, à l'encontre de Monsieur André J. TALMON, Président représentant la Société Carrières DEGAN, dont le siège social se trouve 102, avenue des Champs Elysées - 75008 - PARIS, pour défaut de remise en état des lieux dans l'exploitation d'une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de SAINT MAXIMIN, lieudit "Le Murgé Vignette" ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 31 octobre 2005 ;

Vu l'avis émis par le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de PICARDIE du 14 novembre 2005 ;

Considérant que pour l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de SAINT MAXIMIN, lieudit "Le Murgé Vignette", la Société Carrières DEGAN a notamment bénéficié de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 1995, délivré en particulier au regard des engagements formulés par l'exploitant au dossier de sa demande d'autorisation du 9 novembre 1993, notamment au chapitre V, intitulé "REMISE EN ETAT DES LIEUX", paragraphe V.1.1 ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter la carrière de SAINT MAXIMIN, lieudit "Le Murgé Vignette" a été renouvelée par arrêté préfectoral du 2 mai 2005, l'article III.I.10 dispose que les bords des excavations sont établis et tenus à une distance de 30 m par rapport à la limite d'emprise de la RD n° 162 ;

Considérant la lettre SG/RD en date du 11 septembre 2001 par laquelle la Société Carrières DEGAN confirme à l'inspecteur des installations classées son intention de procéder, avant juin 2002, aux mises en conformité qu'il avait constatées, particulièrement de porter à 30 m la largeur de la banquette séparant la RD n° 162 de l'excavation de la carrière de Saint Maximin ;

Considérant qu'il ressort des déclarations du 27 octobre 2005 de M. DECLERCQ, directeur administratif et financier de la Société Carrières DEGAN, à l'inspecteur des installations classées qu'une partie des matériaux constitutifs de la banquette aménagée le long de la RD n° 162 dans le cadre de la remise en état des lieux a été reprise afin d'alimenter un chantier de travaux publics et que cette opération a eu pour effet de ramener la largeur de ladite banquette à 24 m au plus ;

Considérant les intérêts cités à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé, en particulier la sécurité publique, la commodité du voisinage et la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que pour mettre fin aux désordres, il y a lieu de mettre la Société Carrières DEGAN en demeure de procéder à certaines mesures, conformément aux dispositions de l'article L514.1 du code de l'environnement précité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'OISE ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1er :

La Société Carrières DEGAN, dont le siège social se trouve 102, avenue des Champs Elysées - 75008 - PARIS, représentée par André J. TALMON, agissant en qualité de Président, est mise en demeure de conduire l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires de SAINT-MAXIMIN, lieu-dit « Le Murgé Vignette » conformément aux engagements qu'elle a formulés à ses dossiers de demande d'autorisation d'exploiter susvisés. En particulier, elle prend à ses frais, les dispositions nécessaires pour remettre en état les lieux affectés par les travaux d'exploitation de façon à remédier aux risques ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé.

A cette fin, elle satisfait notamment aux dispositions édictées ci-après dans les délais fixés qui s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La remise en état des bords de l'excavation le long de la RD n° 162 est réalisée conformément aux engagements précités et aux dispositions fixées à l'article III.I.10 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 qui a renouvelé l'autorisation d'exploiter du 21 avril 1995 et qui régit maintenant le fonctionnement de la carrière. A cet effet :

- sous le délai d'un jour, toute extraction est interdite à moins de 30 m de la limite d'emprise de la RD n° 162 ;
- sous le délai de deux mois, le long de la RD n° 162, la banquette de recul est rétablie au niveau du terrain naturel de façon à porter sa largeur à 30 m au moins.

Dans la semaine suivant la fin des travaux de remise en état de la banquette précitée, la Société Carrières DEGAN justifie par écrit au Préfet de l'Oise de la mise en conformité.

ARTICLE 3 :

Dans le cas où la Société Carrières DEGAN n'obtempérerait pas aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales susceptibles de lui être infligées, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article 514.1 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4 :

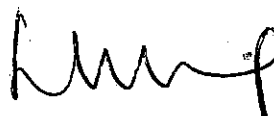
Conformément à l'article L514-6 du code susvisé, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture de l'OISE, le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de SENLIS, le Maire de la commune de SAINT MAXIMIN, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de PICARDIE 44, rue Alexandre Dumas - 80094 - AMIENS CEDEX 3 et l'inspecteur des installations classées à Beauvais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la Société Carrières DEGAN dont le siège social est établi 102 avenue des Champs Elysées - 75008- PARIS

Beauvais, le 18 novembre 2005

pour le préfet
le secrétaire général



Jean-Régis BORJUS

Destinataires :

Monsieur André J. TALMON
Président
Carrière DEGAN
102 Avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS

M. le sous-préfet de Senlis

M. le maire de SAINT-MAXIMIN

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de PICARDIE
44, rue Alexandre Dumas - 80094 AMIENS Cedex 3
- M. l'inspecteur des installations classées
Subdivision de l'industrie et des mines OISE 1 à BEAUVAIS
283 Route de Clermont
60000 BEAUVAIS